

Communiqué du Conseil d'Etat

16 juin 2010

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Félicitations adressées à M. Joseph Deiss, nouveau président de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies	4
Genève-Confédération	5
Oui à la révision de la loi fédérale sur la métrologie	5
Genève	6
Loi sur les zones de développement modifiée pour accélérer les procédures de construction	6
Soutien à un nouvel espace de créativité entrepreneuriale.....	6
Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Bardonnex.....	7
Agenda des invitations à la presse	8

Genève internationale

Félicitations adressées à M. Joseph Deiss, nouveau président de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies



Le Conseil d'Etat a adressé ses chaleureuses félicitations à M. **Joseph Deiss** suite à son élection à la haute fonction de président de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Ancien président de la Confédération (2004) et conseiller fédéral chargé des affaires étrangères (1999-2003), puis de l'économie (2004-2006), M. Deiss a acquis du système des Nations Unies une connaissance approfondie qui lui permettra d'accomplir cette nouvelle mission au profit de la communauté internationale et au nom de la Suisse.

Le Conseil d'Etat se réjouit que les excellentes relations qui ont toujours existé entre l'ONU et les autorités suisses et genevoises puissent se renforcer sous le mandat de M. Deiss.

Oui à la révision de la loi fédérale sur la métrologie

Dans le cadre d'une procédure de consultation lancée par le Département fédéral de justice et police (DFJP), le Conseil d'Etat a indiqué qu'il approuve globalement le [projet](#) qui lui est soumis, visant la révision totale de la [loi fédérale sur la métrologie](#).

L'[Office fédéral de métrologie \(METAS\)](#) est actuellement une unité de l'administration fédérale, et n'a de ce fait pas de personnalité juridique intrinsèque, ni de comptabilité propre. La révision proposée permettra à METAS de s'acquitter de ses tâches de manière plus efficiente en devenant un établissement de droit public doté de la personnalité juridique intrinsèque.

Le gouvernement genevois salue également la création de bases légales autorisant le Conseil fédéral à conclure des accords internationaux.

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques Folly, directeur du service du commerce, DARES,
☎ 022 388 39 26.*

Loi sur les zones de développement modifiée pour accélérer les procédures de construction

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de modification de la [loi générale sur les zones de développement du 29 juin 1957 \(LGZD\)](#).

La LGZD poursuit un double but urbanistique et de politique sociale, tendant à favoriser la construction de logements répondant à un besoin d'intérêt général. Elle subordonne en principe la délivrance d'autorisations de construire dans les zones concernées à l'adoption préalable d'un plan localisé de quartier (PLQ) et à des conditions foncières et financières. Cela implique notamment un contrôle indirect du prix du terrain et la perception de taxes d'équipement.

Les périmètres de développement de la 5^e zone résidentielle (villas), héritage des années 1960, entrent toutefois mal dans ce cadre général, raison pour laquelle l'adoption de PLQ y est d'ores et déjà facultative. Un PLQ peut parfois s'avérer utile même pour un quartier de villas. En revanche, soumettre sans dérogation possible les autorisations de construire portant sur des terrains compris dans cette catégorie particulière de zones de développement à des conditions foncières et financières n'a tout simplement pas de sens, les logements d'utilité publique n'ayant pas vocation à être réalisés dans les zones villas.

C'est ce qui a amené le Conseil d'Etat à proposer de supprimer cette contrainte, obsolète pour cette catégorie particulière de zone de développement, et qui retarde inutilement le processus de délivrance des autorisations de construire. Cette démarche s'inscrit dans la volonté du gouvernement de simplifier et d'accélérer les procédures de construction.

Pour toute information complémentaire : Mme Bojana Vasiljevic Menoud, directrice générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 10.

Soutien à un nouvel espace de créativité entrepreneuriale

Conformément à la [loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'un montant total de 600'000 francs pour les années 2010 à 2013 – soit 150'000 francs par an – destinée à soutenir les activités de la [Fondation la Muse](#) pour la créativité entrepreneuriale.

Nouvel espace dédié à la créativité et à l'innovation économiques issues des réseaux sociaux, la Muse a été créée il y a quelques mois en plein cœur de Genève. Ce centre cristallise une multitude d'initiatives et de réflexions sur l'économie contemporaine, dans laquelle les entreprises font appel aux réseaux sociaux comme principal ingrédient de leurs activités. Il se veut un laboratoire d'expérimentation des nouveaux processus de création de valeur ajoutée. Pour cela, la Muse offre un lieu d'accueil vivant et ouvert à un large public de

porteurs de projets, en collaboration avec les réseaux actifs, dont [Rezonance](#), qui compte 30'000 personnes en Suisse romande.

Conscient des enjeux importants induits par la montée en puissance des réseaux sociaux, le canton de Genève a décidé de soutenir la démarche initiée par la Muse. La créativité économique de l'espace lémanique et sa riche palette d'acteurs engagés dans l'entrepreneuriat font de notre région un terrain fertile pour tester, analyser et concrétiser l'émergence des conditions-cadres de l'économie de demain. Prototype d'une nouvelle génération d'incubateurs, la Muse vient compléter le dispositif existant d'organismes de soutien à l'économie et à l'innovation, au service du développement durable de Genève et de sa région.

Pour toute information complémentaire : Mme Anna-Karina Kolb, attachée de direction, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 37.

Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Bardonnex



Le Conseil d'Etat a proclamé Mme Sylvianne Schrag élue sans scrutin à la fonction de conseillère municipale de la commune de Bardonnex.

Cette élection tacite fait suite à la démission de M. Marc Bohren. La majorité des signataires de la liste « Parti démocrate-chrétien et Entente communale », à laquelle ce dernier appartenait, ont en effet déposé au service des votations et élections dans le délai imparti une liste portant la candidature unique de Mme Schrag.



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
22 juin 11h00	Tous à vélo le long de Via Rhôna !	Devant la mairie de Bernex 313, rue de Bernex 1233 Bernex	DIM	Caroline Dallèves ☎ 022 327 48 97 ou 079 301 19 31
23 juin 15h30	Inauguration du débarcadère Châteaubriand des Mouettes genevoises	Devant le nouvel embarcadère Quai Wilson / rue Châteaubriand	DIM	Caroline Dallèves ☎ 022 546 76 18
29 juin 14h00	Guide des achats professionnels responsables	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DF DARES	Flora Houben (DARES) ☎ 546 88 13
1 ^{er} juillet 11h00	Expatriés et sécurité à Genève : résultats de l'enquête 2009	Villa « La Pastorale » 106, route de Ferney	DSPE	Yvette Renard ☎ 022 327 25 53